

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Bref, monsieur l'Orateur, ce qui s'est passé à cette époque, c'est qu'on a instauré des programmes et fait passer dans la loi des dépenses permanentes sans se rendre compte de ce que cela coûterait éventuellement au public canadien.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Dites la vérité pour une fois.

M. Stevens: Nous subissons maintenant les conséquences de cette lune de miel.

Des voix: Oh, oh!

M. Kempling: Qui a la parole?

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre.

M. Stevens: J'affirme, monsieur l'Orateur, que nous ne devrions pas considérer le budget à l'étude simplement comme le budget du gouvernement actuel et que nous devons reconnaître que s'il nous était présenté convenablement, il serait présenté conjointement aux Canadiens par le gouvernement libéral Trudeau et par ceux qui sont presque ses associés de coalition, les députés néo-démocrates eux-mêmes.

M. Kempling: C'est exact.

Des voix: Bravo!

M. Deans: C'est un discours épouvantable.

M. Stevens: Chaque fois que j'entends ces socialistes mener une campagne électorale et pleurer des larmes de crocodile en disant combien ils veulent aider les pauvres, les personnes âgées, les opprimés, je ne puis que conclure qu'il s'agit là d'une attitude hypocrite peu importe le groupe qui l'adopte.

M. Kempling: Amen.

M. Stevens: Le fait est qu'ils ont causé plus de tort aux personnes âgées que tout autre groupe politique. Ils ont commis une erreur impardonnable, en poussant le gouvernement à entreprendre des dépenses que l'on n'avait pas les moyens de faire, comme on peut le constater maintenant.

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, nous avons été sidérés d'apprendre hier soir que le gouvernement est d'une prodigalité telle que ses dépenses atteignent 90 milliards de dollars par an et qu'il faut trouver par conséquent près de 20 milliards de dollars à crédit. Le gouvernement est littéralement à court d'argent; il ne peut pas financer ces programmes.

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, lorsque je dis cela, je pense à deux sortes de répercussions. Dans la mesure où les dépenses

Le budget—M. Stevens

sont excessives, elles exercent des pressions sur notre système, des pressions inflationnistes qui, à leur tour, font monter les taux d'intérêt au niveau actuel. Cela aide-t-il les pauvres du pays? Cela aide-t-il les vieillards pensionnés? Cela aide-t-il le chômeur de voir cette conspiration entre les néo-démocrates et les libéraux de Trudeau faire monter les taux d'intérêt dans le pays jusqu'à ce qu'ils atteignent le point de rupture, le taux de 20 p. 100?

• (2010)

M. Kristiansen: Arrêtez un peu, Sinc.

M. Deans: Ce sont les conservateurs qui ont soutenu la politique libérale des taux d'intérêt élevés, et vous le savez bien.

M. Stevens: Chaque fois que les néo-démocrates préconisent un peu plus de dépenses, tous les autres députés à la Chambre devraient aller voir leurs électeurs et leur expliquer les répercussions inflationnistes et la politique de taux d'intérêt que le NPD préconise avec tant d'insistance.

M. Deans: C'est un mensonge.

M. Young: C'est un mensonge.

M. Epp: Règlement, monsieur l'Orateur.

M. Young: C'est un mensonge éhonté.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, il est drôle de constater, lorsqu'on touche une corde sensible...

M. Young: Dites la vérité.

M. Deans: Si vous la savez.

M. Stevens: Lorsqu'on touche une corde sensible, il est toujours intéressant de constater...

M. Deans: Assez de grossièretés, Sinc.

M. Stevens: ... qu'il n'y a que la vérité qui blesse!

M. Deans: Tenez-vous-en aux faits, si vous les connaissez.

M. Stevens: Il y en a qui, dans les rangs socialistes, croient encore que leur programme peut marcher. Je voudrais leur demander quand. Voilà quinze ans que ça dure, quinze ans que nous essayons de nous débarrasser de nos problèmes en augmentant nos dépenses. A quand le Walhalla? Les Britanniques ont été anéantis par ce genre d'expérience dont adorent parler les socialistes. Ils ont constaté que cette orientation vers les dépenses publiques excessives et l'ingérence gouvernementale n'ont mené qu'à deux choses: d'une part, elle a stimulé artificiellement la consommation, en augmentant de façon factice le pouvoir d'achat du pays, ce qui a provoqué l'inflation qui sévit en Grande-Bretagne depuis de nombreuses années. D'autre part, cette même force...